



Agir ensemble pour réussir la justice sociale et environnementale

«Pas de justice environnementale sans justice sociale»

#vivreenvertvivreensemble #zerodechetzeroexclusion #TransitionEcologiqueSociale

« **Le changement climatique menace de défaire les progrès des 50 dernières années en matière de réduction de la pauvreté** »¹ expliquait il y a un peu moins d'un an le Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains, Philip Alston. Il soulignait également un risque d'« apartheid climatique » entre celles et ceux qui ont les moyens de s'adapter et les plus pauvres qui subissent déjà durement ces changements. En France les ménages les plus riches ont les moyens pour rénover leurs logements et diminuer leurs consommations énergétiques mais les plus précaires subissent les augmentations des prix d'énergie, les aides insuffisantes, les menaces de coupure etc. L'arbitrage entre se chauffer et se nourrir fait partie du quotidien.

Depuis, la crise sanitaire du COVID-19 est malheureusement venue nous rappeler que nous ne sommes pas égaux face à une pandémie, tout comme nous ne sommes pas égaux face au changement climatique. Durant cette période particulière, notre échec collectif face à la misère a été mis en lumière. Tant de personnes à la rue qui ne peuvent se protéger du virus, tant de familles recluses dans des logements indignes et très souvent sans outils numériques, tant de parents démunis face à l'école à la maison et tant de jeunes qui décrochent des apprentissages essentiels. Non, nous ne sommes pas égaux car, dans notre pays, les sécurités les plus fondamentales ne sont pas assurées pour des millions de personnes. La crise du COVID-19 nous montre que nous ne pouvons ignorer celles et ceux qui ont la vie dure. En France, plus de 9 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté avant la crise sanitaire. Nous ne savons pas encore à quel point ce chiffre va augmenter mais une chose est sûre, la gravité de cette situation révèle la nécessité de changements profonds. et ce que vivent les plus exclus doit être le repère des actions et des politiques à mettre en œuvre.

Le 17 octobre 1987, première Journée mondiale du refus de la misère, Joseph Wresinski eut l'occasion d'affirmer que « la misère est l'œuvre des humains, seuls les humains peuvent la détruire », elle est une violation des droits humains. On ne peut l'éradiquer qu'avec les premiers concernés. En 2020, ce message reste tout aussi important dans le contexte de lutte contre le dérèglement climatique. Le chemin de libération des plus pauvres entamé il y a plus de trente ans a rejoint celui de la préservation de la planète.

En effet, les plus exclus qui vivent au quotidien dans un environnement dégradé font face comme ils peuvent et doivent redoubler d'intelligence pour surmonter les difficultés que leur imposent la pauvreté et leur environnement : pas d'accès à l'eau et à la santé, habitat dans des zones polluées, en bidonvilles ou dans des logements insalubres, pas d'accès aux transports en commun ou nourriture transformée de mauvaise qualité. Le combat pour construire les résiliences de demain ne peut se passer de l'expérience de celles et ceux qui sont en résistance jours après jours.

La journée mondiale du refus de la misère permet de faire entendre celles et ceux qui sont habituellement réduits au silence, identifiés à leurs difficultés, voire en sont jugés responsables.

1 https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Poverty/A_HRC_41_39.pdf

"C'est notre journée. On peut exprimer ce que l'on a dans le cœur sans honte, sans gêne", dit une participante. La Journée mondiale du refus de la misère leur donne la parole, sur les conditions indignes qu'elles vivent, sur leurs résistances quotidiennes et leurs aspirations. Elle est aussi l'occasion de rassembler tous les autres citoyens qui s'engagent à leur côté.

Pour de nombreuses personnes en situation de précarité, faire ses courses oblige à se déplacer, parfois sur de très longues distances, car les commerces de proximité sont souvent plus chers. Cela implique de s'organiser en fonction des transports publics ou de compter sur la solidarité des proches et des habitants du quartier. Avec la crise sanitaire, le périmètre pour faire courses s'est beaucoup réduit et les dépenses ont donc sensiblement augmenté, certains, acculés par la pauvreté doivent recourir à l'aide alimentaire qui s'est largement institutionnalisée. Ils sont plus de 5 millions dans cette situation.

Garantir la sécurité alimentaire et la qualité des produits pour toutes et tous est pourtant possible. De nombreuses initiatives explorent des pistes en ce sens. Les expérimentations sont foisonnantes et lorsqu'elles s'appuient sur l'expérience de celles et ceux qui connaissent le mieux la faim et les privations, elles engagent une transformation radicale pour toutes et tous.

Dans notre pays, le filet de sécurité le plus basique est le RSA (Revenu de solidarité active). Pour une personne seule il s'agit de 564€ par mois (aide au logement comprise). Il est impossible de vivre avec si peu. Les plus pauvres ne s'en satisfont bien évidemment pas. Ils aspirent à mieux pour eux et pour leurs enfants. Ils veulent travailler décemment mais ne veulent pas être exploités. Le travail est un levier libérateur pour celles et ceux que l'on condamne à l'inutilité et à la privation d'emploi. Quelle meilleure reconnaissance pouvons-nous leur faire que d'inventer avec eux des emplois respectueux des humains et de la terre ? Nous sommes convaincus que c'est possible si notre société se donne les moyens de ces emplois dignes et durables. La transition énergétique a elle seule peut déjà créer plus de 400 000 emplois nouveaux et pérennes d'ici 2030². Il s'agit d'un exemple parmi d'autres. Le monde de demain vers lequel nous devons aller aura besoin de tout le monde.

Certains chantiers de justice sociale et environnementale nous semblent prioritaires :

- Un logement décent pour chaque famille, où chacun puisse avoir son espace de vie. Mettre fin à la précarité énergétique qui touche de nombreuses familles (23 %³ des français sont affectés par ces difficultés et 7 millions de logements sont mal isolés).
- Un revenu minimum garanti pour toute personne qui n'a pas accès à un emploi : Augmenter le RSA jusqu'à 50% du revenu médian (900€/mois)
- Un emploi décent pour toute personne qui souhaite travailler : lancer dès 2021 un plan ambitieux de créations d'emplois dans la transition écologique et le lien social.
- Des services publics d'éducation, de santé, d'assurance chômage et de retraite de qualité et accessibles à chacun. Les premiers pénalisés lorsque les services publics dysfonctionnent sont toujours les plus pauvres, qui n'ont pas de repli possible dans des services privés de remplacement.
- Des politiques publiques pensées, mises en œuvre et évaluées avec tous et toutes, au niveau local et national, dans un objectif de justice sociale et environnementale

2 <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2018/05/plaquette-emplois-transition-energetique-2018.pdf>

3 <https://reseauactionclimat.org/thematiques/transition-juste/>

Cette année, le vélo sera le symbole de notre détermination, et d'**agir ensemble pour réussir la justice sociale et environnementale**. Avec ses deux roues : la roue de la justice sociale, et la roue de la justice environnementale. Avec sa chaîne bien résistante, comme nous, maillons unis les uns aux autres. Avec son équilibre, véritable symbole d'une société où chacun participe et contribue à l'équilibre écologique et social.

Dans nos régions, nos communes, nos territoires, dans nos établissements scolaires ou nos lieux de rassemblements sociaux et culturels, dans nos associations, nous pourrions proposer des mobilisations en nous constituant en « Comités 17 Octobre » :

- avec le « KIT pédagogique 2020 » : créer des Vélos porteurs des idées des enfants et jeunes
- avec d'autres associations, réaliser des « Vélorutions »
- réaliser des espaces d'expressions avec les deux « roues de la justice sociale et environnementale » pour recevoir les opinions des citoyens
- organiser des chaînes humaines, des cercles de parole, ou des cercles de silence
- animer des activités récréatives avec des jeux d'équilibres, des mobiles, avec des thématiques de « justice sociale et environnementale » en équilibre
- organiser des ciné-débats à partir de filmographies thématiques
- etc.

Cette année 2020, le 17 octobre est un samedi. C'est le moment de fédérer largement des associations qui portent le souci de l'environnement, et de permettre des rencontres fécondes avec des associations qui portent traditionnellement des combats pour la solidarité, l'égalité des chances, les droits humains, la culture et le sport pour tous, ou l'éducation populaire.

Cette année, suite aux périodes de confinements vécues dans le pays, les occasions de se rassembler auront une grande valeur symbolique. Quelques jours avant le 17 octobre, ce sera la semaine européenne des « Objectifs du Développement Durable » (www.agenda-2030.fr) du 16 septembre au 8 octobre. Quelques jours après le 17 octobre, ce sera la quinzaine du « Festisol » (www.festivaldessolidarites.org) du 13 au 29 novembre. En ce 17 octobre, donnons l'occasion à la voix des personnes en plus grande pauvreté de se tisser avec celles des citoyen.ne.s qui portent ces combats communs.

